



SNE-FSU



CGT

Déclaration SNE-FSU et CGT

– Comité d'Entreprise du 27 novembre 2012 –

Information sur la recherche d'une nouvelle implantation de l'ADEME en propriété sur Paris

Lors de la réunion du comité d'entreprise du 27 novembre 2012, les élus ont été informés d'un projet d'acquisition d'un immeuble situé sur Montrouge, projet qui doit être présenté au CA du 28 novembre. Ce bâtiment accueillerait les salariés du site Paris Vicat ainsi que, le cas échéant, les salariés de la DR Ile de France actuellement située à Puteaux.

Ce projet nous a été soumis pour information **sans aucune concertation préalable**. Il vise à substituer l'achat d'un bâtiment à la location actuelle de bureaux sur deux sites, dans l'objectif notamment de réaliser des économies de budget de fonctionnement, de plus en plus contraint.

Le bâtiment est en cours de construction, pour une livraison prévue en 2013. Il est situé à Montrouge, à plus d'une dizaine de minutes à pied de la station Mairie de Montrouge (dont l'ouverture est prévue pour 2013) et de la station Chatillon-Montrouge. A l'occasion de ce regroupement, le ratio de surface par poste de travail diminuerait notablement.

Les élus sont contre ce projet pour les raisons suivantes :

- Les salariés de la DR Ile de France s'opposent à ce projet car la localisation rallonge considérablement le temps de trajet de la majorité d'entre eux. Elle pose également le problème de leurs déplacements professionnels, car il n'y a pas de RER à proximité et la circulation dans ce quartier excentré de Paris est aujourd'hui saturée ;
- Les salariés de Paris Vicat subiraient un allongement de leur temps de trajet, ainsi qu'une dégradation de leurs conditions de travail, du fait de la diminution de la surface de bureaux ;
- Il n'est pas prévu de restauration collective, d'espace convivial, alors que le projet regrouperait près de 250 personnes ;
- Exposition potentielle des salariés à vérifier (ancien site industriel pollué) ;
- La centralité de Paris nécessite que le site parisien de l'ADEME dispose de nombreuses salles de réunion permettant les échanges avec les partenaires et d'assumer nos missions de formation et d'information des professionnels. Le site actuel ne nous le permet pas et nous sommes de plus en plus obligés de louer des locaux à l'extérieur. Le projet de Montrouge avec une baisse de 500 m² devrait rendre la situation encore plus critique.

Les élus SNE-FSU et CGT demandent l'abandon de ce projet immobilier et proposent que soit élaboré un cahier des charges en concertation avec les salariés et leurs représentants.

Ils ne s'opposent pas à la recherche d'une nouvelle implantation dans les périmètres de leurs localisations existantes répondant aux remarques ci-dessus évoquées par les élus.